

# ODOXA

L'Opinion tranchée

Observatoire « Conso 360 » Odoxa - FG2A - EUROPE 1

*Vague 11*

LEVÉE D'EMBARGO : LUNDI 29 NOVEMBRE 2021 A 6H00

Sondage réalisé pour



fédération  
des garanties  
& assurances affinitaires

et

**Europe 1**

# Méthodologie



## Recueil

- Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par internet du 3 au 24 novembre 2021.
- Enquête réalisée auprès d'un échantillon d'Européens interrogés par internet du 8 au 15 novembre 2021.



## Echantillon

- Echantillon de **1 005 Français** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

*La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.*

- Echantillon de **2 007 Européens (dont 502 Anglais, 501 Allemands, 502 Italiens et 502 Espagnols)**.

*Echantillon représentatif de la population de chacun des pays âgée de 18 ans et plus (sexe, âge, CSP, régions).*

# Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

Taille de l'Echantillon	Si le pourcentage observé est de ...					
	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage observé est de 20%, la marge d'erreur est égale à 2,5%. Le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

# I - « L'œil du sondeur » : les enseignements clés du baromètre par Gaël Sliman, président d'Odoxa

## LE POUVOIR D'ACHAT SERA L'ENJEU CLE DE LA PRESIDENTIELLE

1) **Le pouvoir d'achat est actuellement LA priorité absolue des Français** : ils sont les plus nombreux en Europe à juger la question « très importante » (3 fois plus nombreux que les Allemands) et en font l'enjeu clé de leur vote à la présidentielle (bien d'avantage que la sécurité, l'immigration ou le chômage)

2) Cette « **obsession** » se comprend : 8 Français sur 10 pensent que leur pouvoir d'achat s'est dégradé (record d'Europe) et 4 sur 10 se disent actuellement en difficulté financière

3) Nos concitoyens pensent en effet que le Covid a entraîné une accélération de l'inflation et pointent particulièrement la flambée des prix de l'énergie

Tout cela fait dire à notre partenaire, Patrick Raffort, le président de la FG2A : « *Qu'il faut impérativement agir en travaillant le sujet de l'inclusion/exclusion, non seulement au niveau des pouvoirs publics, qui s'y emploient déjà, mais aussi au niveau des entreprises qui doivent accompagner ces actions. Il serait ainsi important que les assureurs et notamment les assureurs affinitaires valorisent davantage leurs actions en matière d'emplois des jeunes et des seniors* ».

# II – Synthèse détaillée du sondage par Odoxa

## (1/2)

### 1 – Le pouvoir d’achat est LA priorité absolue des Français ...

Le pouvoir d’achat est la priorité absolue de cette élection présidentielle. En hausse de 11 points depuis 2017, cette thématique écrase désormais toutes les autres préoccupations

D’ailleurs, notre comparaison France – Europe montre combien cette thématique tient à cœur de nos concitoyens. En effet, si le pouvoir d’achat est un sujet majeur partout en Europe, il obsède nettement plus les Français que leurs voisins européens : ils sont 6 pts de plus à juger cela « important » et même 15 pts de plus à le juger « très important ».

Ainsi, avec 43% de réponses « très important », c’est en France que les interviewés sont les plus nombreux en Europe à être « obsédés » par le pouvoir d’achat : pratiquement 3 fois plus que les Allemands (43%) et 2 fois plus que les Britanniques (23%).

### 2 – ... qui sont persuadés que leur pouvoir d’achat s’est dégradé et sont 4 sur 10 à se sentir « gênés » financièrement

Cette « obsession » se comprend : 80% des Français (11 pts de plus que les autres Européens) pensent que leur pouvoir d’achat s’est dégradé depuis ces 12 derniers mois.

De nouveau, la France est à ce sujet la championne d’Europe du pessimisme : seulement 20% des Français sont « positifs/optimistes » et pensent que leur pouvoir d’achat s’est amélioré contre 30% des Espagnols et 45% des Britanniques.

En conséquence, aujourd’hui en France, 43% de nos concitoyens se disent gênés sur le plan financier dont 15% qui disent même être « en difficulté financière ». Les Français ne sont pourtant pas trop exigeants : ils estiment en moyenne que c’est à partir d’un revenu mensuel de 2433€ par mois que l’on « vit bien » en France. Ils ne se trompent pas trop sur le plan statistique car c’est justement le montant actuel du salaire moyen (2 424 € nets) !

Les candidats seront donc très attendus sur ce sujet.

Parmi les mesures que certains envisagent, il en est une qui pourrait (théoriquement) plaire à nos concitoyens les plus modestes : la mise en place d’un SMIC régional.

# III – Synthèse détaillée du sondage par Odoxa

## (2/2)

Mais cette mesure « clive » encore trop nos concitoyens pour être « bankable » sur un plan électoral, divisant exactement à 50/50 le pays. Ainsi, ceux qui habitent des régions/territoires qui n'en bénéficieront pas (57% des habitants de la région Grand-Est y sont opposés), car insuffisamment « en tension » pour légitimer une valorisation du SMIC, sont contre cette mesure, estimant sans doute « qu'il n'y a pas de raison que les autres salariés au SMIC soient mieux payés qu'eux » ... c'est sans doute dommage car cela ne leur « enlèverait rien » à eux-mêmes, mais on peut les comprendre, leur réaction est peut-être égoïste mais elle est classiquement humaine et a une forme de logique.

En revanche, le paradoxe est que les habitants des régions qui bénéficieraient clairement d'un tel SMIC régionalisé n'y sont qu'à peine plus favorables : ainsi seulement 55% des habitants de la région parisienne y seraient favorable contre 45% (tout de même) qui y sont opposés.

C'est la preuve que les Français n'ont pas forcément bien compris la légitimité et l'utilité d'une telle mesure et qu'elle doit leur être mieux expliquée.

### 3 – Ils pensent que le Covid a entraîné une accélération de l'inflation et pointent notamment la flambée des prix de l'énergie

Le pessimisme habituel, structurel (voire atavique ?) de nos concitoyens se trouve renforcé par le contexte Covid : 94% des Français pensent que la situation sanitaire a entraîné une accélération de la hausse des prix et de l'inflation ... et 56% des Français en sont même certains.

C'est la hausse des prix de l'essence et de l'énergie qu'ils estiment avoir été la plus pénalisante pour leur pouvoir d'achat depuis ces 18 derniers mois (n°1 avec 53% de citations); mais la hausse des prix des produits de consommation courante les a aussi beaucoup affectée (n°2 avec 31%).

Bref, rassurer les Français sur leur pouvoir d'achat en leur promettant de « gagner plus sans travailler plus » et surtout en les protégeant des effets des hausses de prix des matières premières constituera un enjeu clé pour la présidentielle.

## II - « l'œil de l'expert » : les conclusions tirées par Patrick Raffort, président de la FG2A (1/2)

Les enseignements de notre baromètre consommation sont clairs : comme le souligne Gaël Sliman dans son analyse, le pouvoir d'achat est bien LA priorité absolue de Français estimant qu'avec le Covid et la flambée des prix de l'énergie, leur situation s'est dégradée et qui sont très/trop nombreux à se sentir « gênés » financièrement.

### Mais que faire ? Comment rassurer nos concitoyens à ce sujet et protéger notamment les plus fragiles d'entre eux ?

Comme beaucoup, je pense qu'il faut impérativement agir en travaillant le sujet de l'inclusion/exclusion ». Elle est d'autant plus au cœur du problème, que la dégradation perçue est particulièrement forte pour ceux de nos concitoyens qui se sentent les « perdants de la mondialisation ». C'est aussi une entreprise qui ferait consensus dans l'opinion et sera donc probablement incontournable lors de la présidentielle car dans notre sondage 9 Français sur 10 jugent le sujet « important », dont 36% qui estiment même qu'il est « prioritaire » !

### Bien évidemment, les premiers à agir dans ce domaine doivent être les pouvoirs publics.

D'ailleurs, ils s'y emploient et envisagent de nombreuses solutions pour réduire ce que le président Chirac appelait « la fracture sociale » il y a déjà un quart de siècle.

Les Français sont déjà ouverts à toutes les solutions testées dans l'enquête permettant de favoriser l'inclusion. Nos concitoyens se montrent à la fois très favorables aux mesures incitatives et aux aides – notamment sur l'orientation scolaire ou sur le nouveau contrat jeune proposé par le gvt – mais ils approuvent aussi les mesures plus « punitives » comme le durcissement de l'allocation chômage.

## II - « l'œil de l'expert » : les conclusions tirées par Patrick Raffort, président de la FG2A (2/2)

S'agissant plus spécifiquement du « Contrat Engagement Jeune » que vient de lancer le gouvernement, l'opinion est positive. Ce contrat est largement approuvé dans son principe (71%) comme dans les bénéfices qu'il apportera mais le gouvernement peut/doit encore convaincre davantage de Français quant à son efficacité (53%) et son caractère réellement incitatif pour les jeunes concernés (56%).

La tâche est peut-être difficile, mais elle est possible : en l'espace de trois semaines 4 à 5 points ont déjà été gagnés sur le sujet entre les deux sondages effectués par Odoxa début novembre et aujourd'hui ; par ailleurs, les jeunes qui sont les premiers concernés, sont une écrasante majorité à parer la mesure de toutes les vertus (63% la jugent « efficace » et 74% pensent qu'elle sera « incitative »).

### Les pouvoirs publics ne doivent pas être les seuls à agir.

Ce sujet concerne et doit impliquer toute la société et donc aussi les acteurs économiques, entreprises, compagnies d'assurance et sociétés de services. Elles peuvent / nous pouvons être présents pour l'accompagnement de l'Etat et des citoyens sur tous les postes qui sont imprévisibles et qui peuvent être problématiques financièrement pour les Français.

C'est pourquoi à la FG2A nous sommes persuadés que dans ce domaine de l'accompagnement des mesures gouvernementales il est important que les assureurs et notamment les assureurs affinitaires (et plus encore l'ensemble de la chaîne de valeur) valorisent leurs actions en matière d'emplois des jeunes et des seniors.





# *Résultats du sondage*

# Le pouvoir d'achat est la priorité absolue de cette élection présidentielle. En hausse de 11 points depuis 2017, cette thématique écrase désormais toutes les autres préoccupations



Parmi les grands domaines suivants quels sont ceux qui compteront le plus dans votre vote à l'élection présidentielle ?  
2 réponses possibles



**i** Le total est supérieur à 100 car plusieurs réponses pouvaient être choisies

\* Baromètre sécurité Odoxa, mars 2017

# Comparaison France – Europe. Si le pouvoir d'achat est un sujet majeur partout en Europe, il obsède nettement plus nos concitoyens que leurs voisins européens



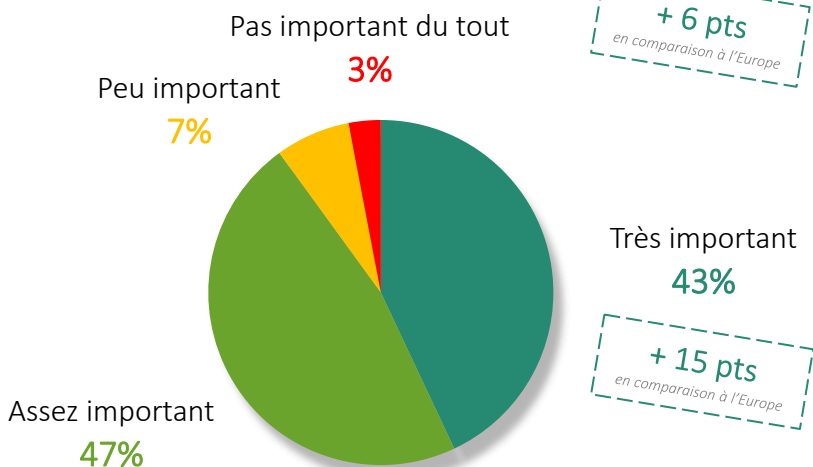
Diriez-vous que le pouvoir d'achat est pour vous un sujet de préoccupation ...



## ENSEMBLE DES FRANÇAIS

**% PAS/PEU IMPORTANT :**  
10%

**% IMPORTANT :**  
90%

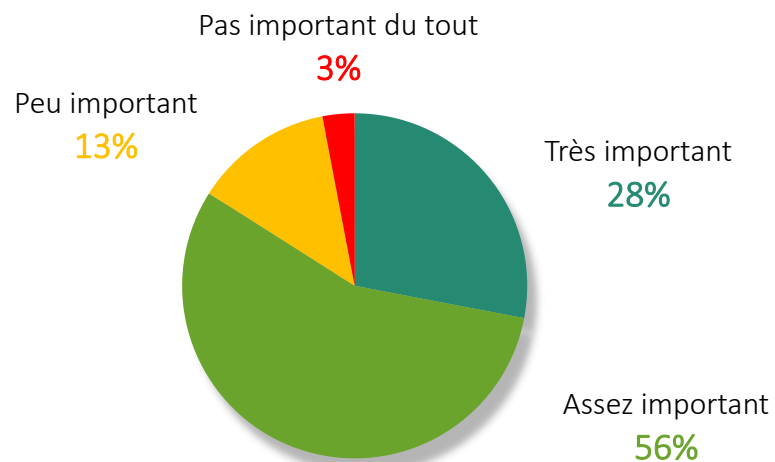


## EUROPE

(hors France)

**% PAS/PEU IMPORTANT :**  
16%

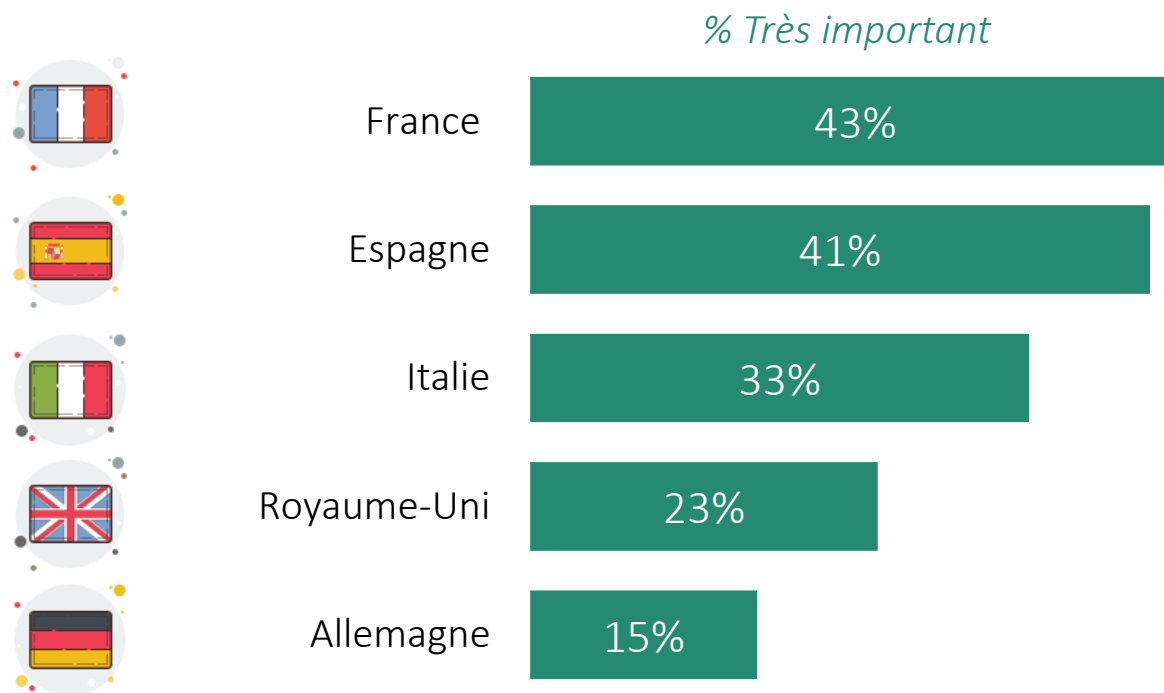
**% IMPORTANT :**  
84%



# Benchmark Europe : C'est en France que les interviewés sont les plus nombreux à estimer que le pouvoir d'achat est un sujet de préoccupation « très important »



Diriez-vous que le pouvoir d'achat est pour vous un sujet de préoccupation ...



# Cette obsession se comprend : 80% des Français (11 pts de plus que les autres Européens) pensent que leur pouvoir d'achat s'est dégradé depuis ces 12 derniers mois

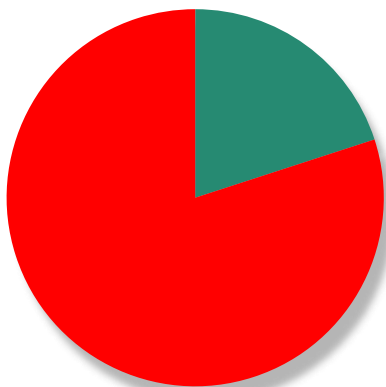


Depuis ces douze derniers mois, avez-vous le sentiment que votre pouvoir d'achat a eu plutôt tendance à s'améliorer ou plutôt tendance à se dégrader ?



## ENSEMBLE DES FRANÇAIS

Il a eu plutôt tendance  
à s'améliorer  
**20%**

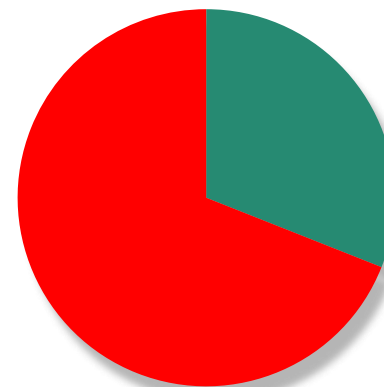


Il a eu plutôt tendance  
à se dégrader  
**80%**



## EUROPE *(hors France)*

Il a eu plutôt tendance  
à s'améliorer  
**31%**

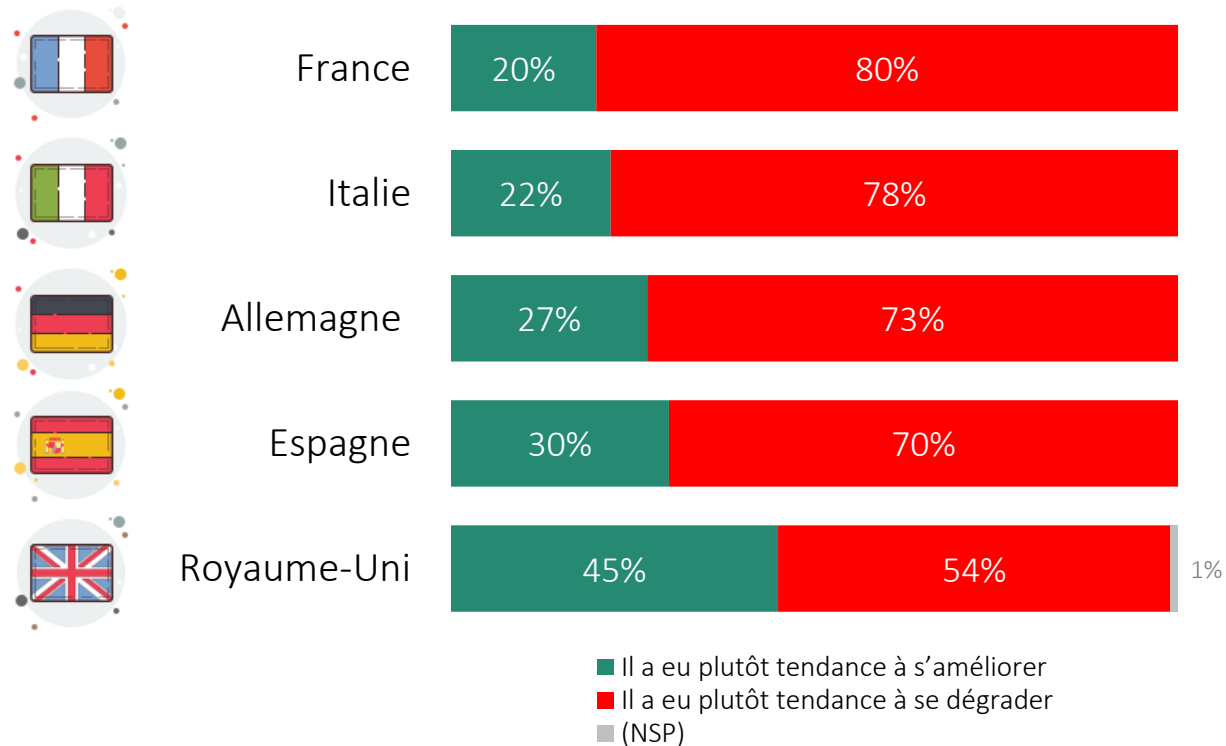


Il a eu plutôt tendance  
à se dégrader  
**69%**

# De nouveau, la France est à ce sujet la championne d'Europe du pessimisme : seulement 20% des Français pensent que leur pouvoir d'achat s'est amélioré contre 30% des Espagnols et 45% des Britanniques



Depuis ces douze derniers mois, avez-vous le sentiment que votre pouvoir d'achat a eu plutôt tendance à s'améliorer ou plutôt tendance à se dégrader ?



# Le pessimisme habituel, structurel (voire atavique ?) de nos concitoyens se trouve renforcé par le contexte Covid : 94% des Français pensent que la situation sanitaire a entraîné une accélération de la hausse des prix et de l'inflation ... et 56% des Français en sont même certains

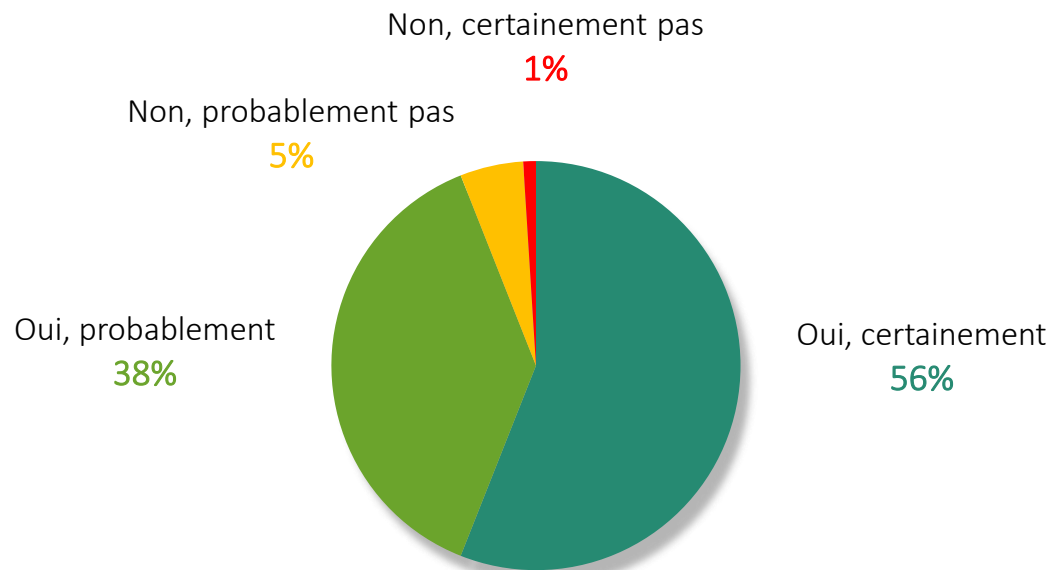


Pensez-vous que les confinements subis depuis un an et demi ont entraîné une accélération de la hausse des prix / de l'inflation ?



**% NON : 6%**

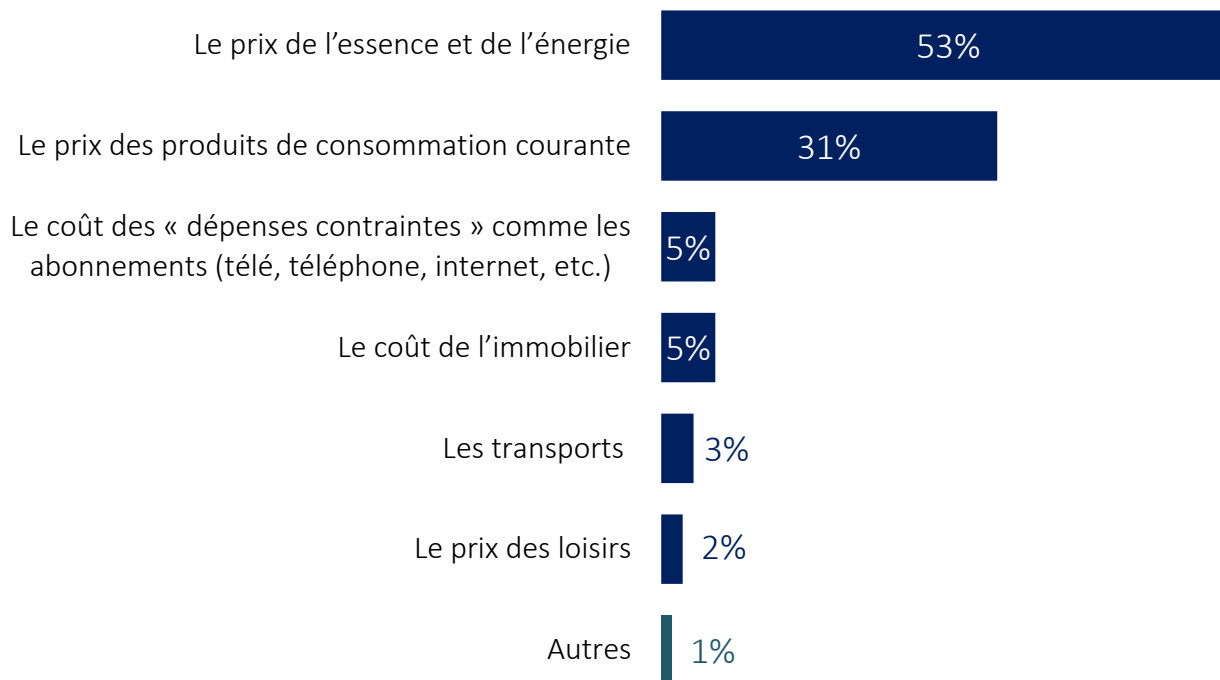
**% OUI : 94%**



C'est la hausse des prix de l'essence et de l'énergie qu'ils estiment avoir été la plus pénalisante pour leur pouvoir d'achat depuis ces 18 derniers mois (n°1 avec 53% de citations); mais la hausse des prix des produits de consommation courante les a aussi beaucoup affectée (n°2 avec 31%)



Dans quel domaine estimez-vous que la hausse des prix a été la plus pénalisante pour votre pouvoir d'achat depuis ces 18 derniers mois ?

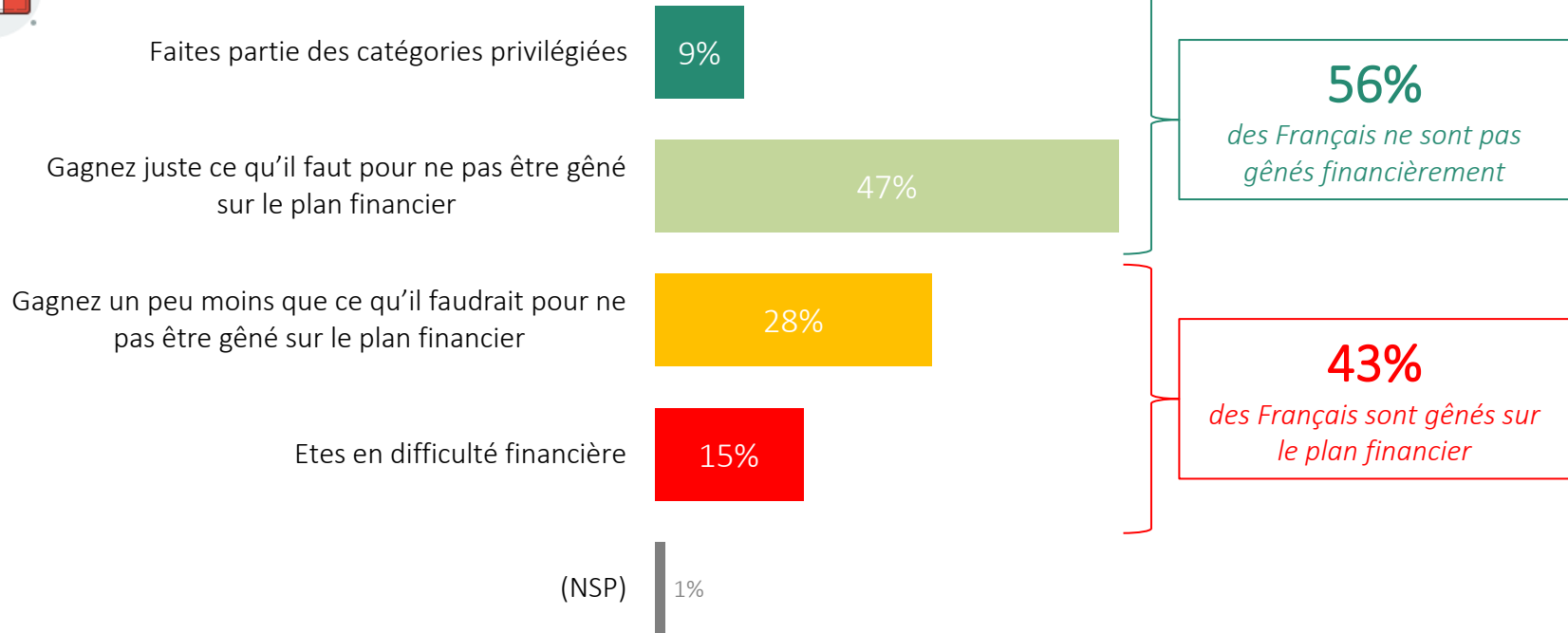




# En conséquence, aujourd'hui en France, 43% de nos concitoyens se disent gênés sur le plan financier dont 15% qui disent même être « en difficulté financière »



Vous personnellement, estimez-vous que financièrement, vous ...



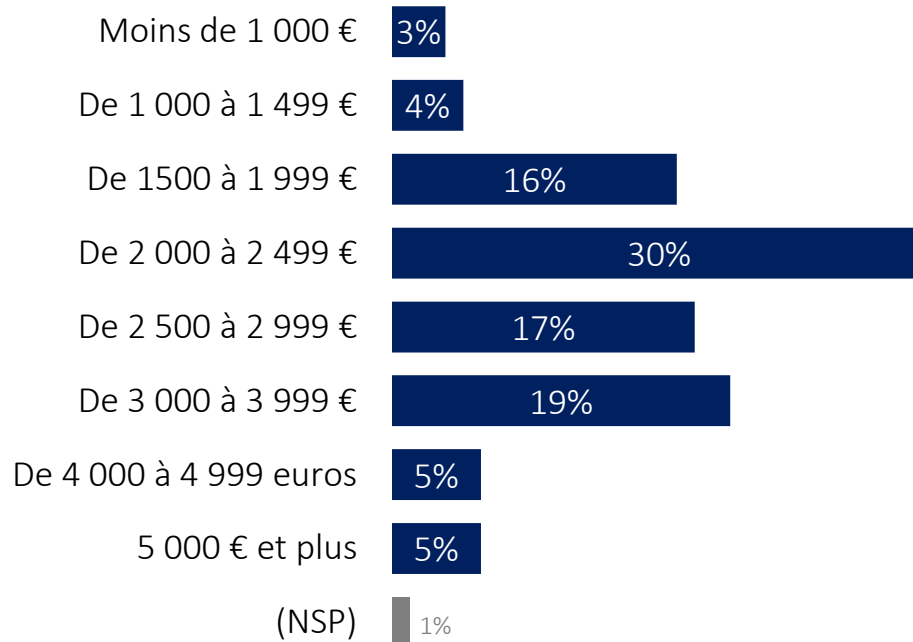
# Les Français ne sont pourtant pas trop exigeants : ils estiment en moyenne que c'est à partir d'un revenu mensuel de 2433€ par mois que l'on « vit bien » en France. C'est justement le montant actuel du salaire moyen !



A partir de quel revenu par mois estimez-vous que l'on vit bien en France ?  
Réponse numérique en euros / €



Moyenne : 2 433€



Chose incroyable, c'est  
presque exactement le montant  
exact du salaire mensuel net :  
2 424 euros net

## Le SMIC régional divise à 50/50 le pays

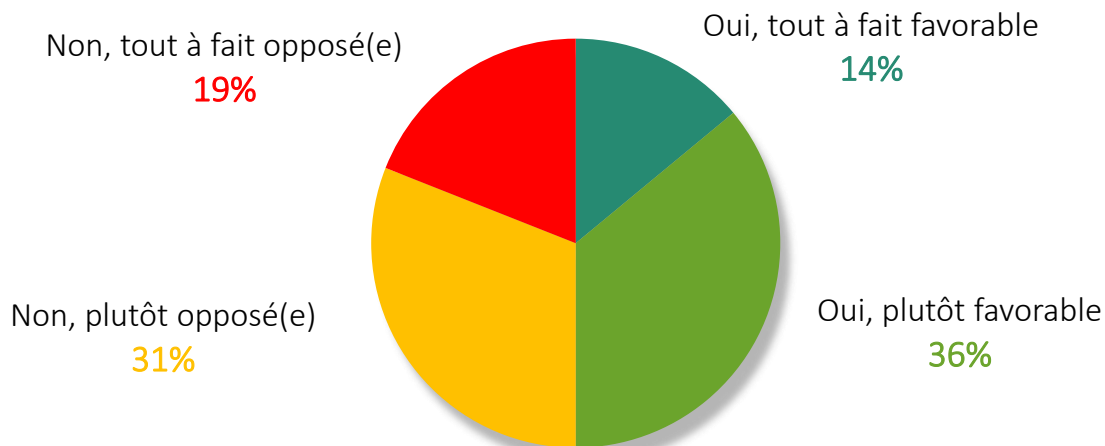


Vous personnellement, seriez-vous favorable ou opposé(e) à la mise en place d'un SMIC/salaire minimum différent d'une région à une autre, en augmentant son montant dans les régions où le coût de la vie est le plus élevé pour tenir compte de la différence de pouvoir d'achat et de niveau de vie entre les régions ?



**% OPPOSÉ(E) : 50%**

**% FAVORABLE : 50%**



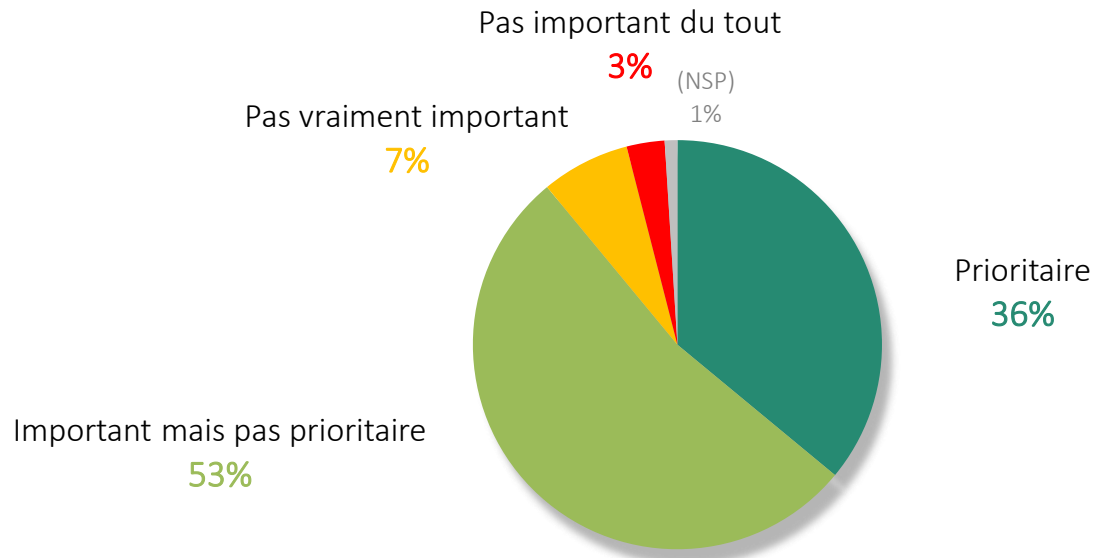
# Le thème de l'inclusion/exclusion sera sans doute incontournable lors de la présidentielle : 9 Français sur 10 jugent le sujet important, dont 36% qui estiment même qu'il est « prioritaire » !



Certaines catégories de la population (jeunes, seniors, personnes habitant dans des quartiers difficiles ou des régions désindustrialisées...) sont plus éloignées que d'autres du champ de l'emploi, de l'éducation, de la santé, de la formation, ou encore de la citoyenneté. Vous personnellement, estimez vous que cette question de l'inclusion/exclusion est un sujet...



**% IMPORTANT : 89%**

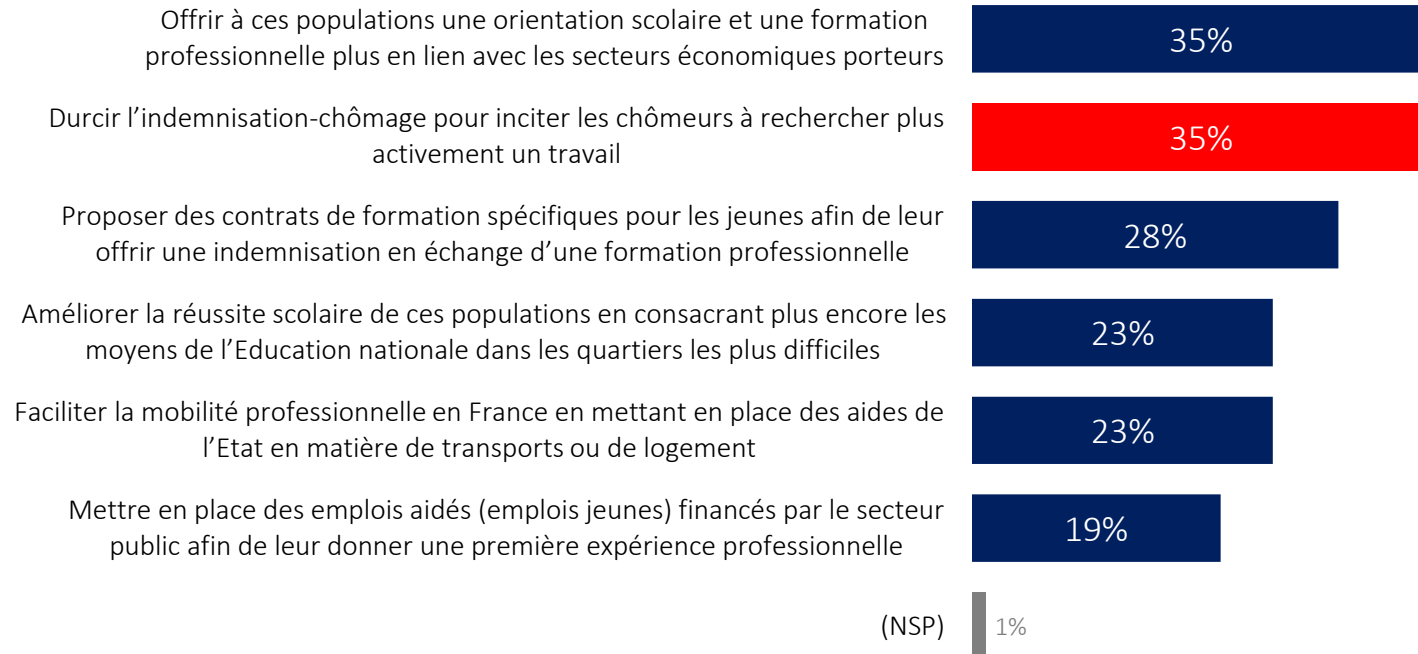


# Pour favoriser l'inclusion, les Français sont pour les mesures incitatives et les aides – notamment sur l'orientation scolaire ou sur le nouveau contrat jeune proposé par le gvt – mais ils approuvent aussi les mesures plus « punitives » comme le durcissement de l'allocation chômage



Selon vous que faudrait-il faire pour favoriser l'inclusion dans l'emploi des catégories de la population qui en sont actuellement les plus éloignées ? Faudrait-il avant tout...

2 réponses possibles



**i** Le total est supérieur à 100 car plusieurs réponses pouvaient être choisies

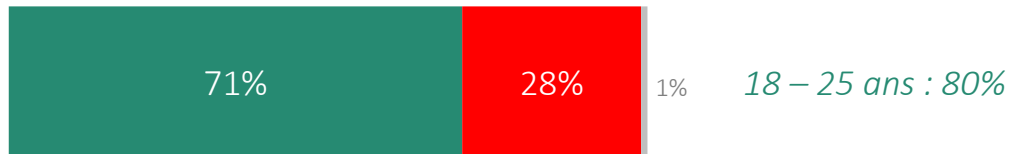
# Plus spécifiquement, le « Contrat Engagement Jeune » est largement approuvé dans son principe (71%) comme dans les bénéfices qu'il apportera mais le gvt peut encore convaincre davantage de Français quant à son efficacité et son caractère réellement incitatif pour les jeunes concernés



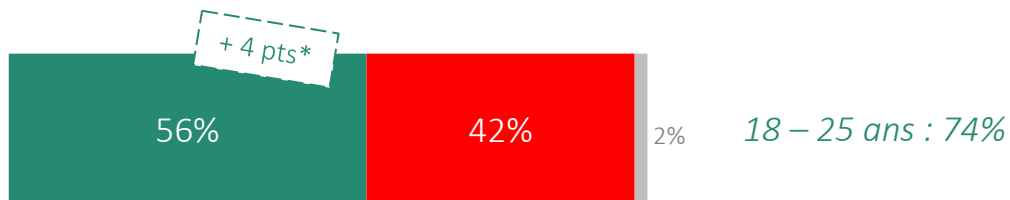
Emmanuel Macron a présenté début novembre, le « Contrat engagement jeune » pour les 16-25 ans sans formation ou sans emploi. Les jeunes qui s'y inscriront pourront bénéficier d'une aide pouvant aller jusqu'à 500 euros par mois à condition de suivre la formation proposée. Vous personnellement, estimez-vous que ...



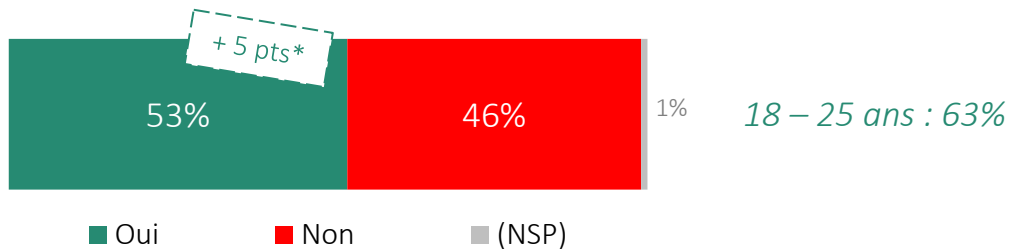
C'est une bonne mesure dans son principe



Sera incitative pour les jeunes les plus éloignés de l'emploi



Cette mesure sera efficace pour insérer les jeunes les plus éloignés de l'emploi



■ Oui ■ Non ■ (NSP)

\* Sondage Odoxa – Backbone Consulting pour Le Figaro , publié le 4 novembre 2021